

La DTM a identifié une population mobile de **838 947** individus au 25 juin 2023 et une population retournée estimée à **552 417** individus

Principales données sur le déplacement

838 947 (↑17%) INDIVIDUS DÉPLACÉS

181 431 MÉNAGES DÉPLACÉS

55% Femmes (462 585)

45% Hommes (376 362)

16% Enfants < 5 ans (131 196)

39% des individus déplacés (soit 330 388 ind.) vivent dans les communautés d'accueil

Principales données sur les retours

552 417 (↑28%) INDIVIDUS RETOURNÉS

97 960 MÉNAGES RETOURNÉS

60% Femmes (329 766)

40% Hommes (222 651)

17% Enfants < 5 ans (94 022)

552 417 personnes retournées dans **120** villages dans les territoires de Masisi, Nyiragongo et Rutshuru, Walikale et Lubero.

CONTEXTE

Depuis le début de l'année 2022, la République démocratique du Congo est affectée par une crise politique, sécuritaire et humanitaire, caractérisée par des conflits entre groupes armés et des conflits communautaires, notamment entre les structures nationales de sécurité militaire, dont les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), les groupes armés d'autodéfense et le Mouvement du 23 mars (M23), qui ont conduit à d'importants déplacements de populations et à la prise de contrôle de certains territoires et localités par les forces rebelles. Depuis le début de la crise, notamment fin 2022 et début 2023, des efforts ont été déployés pour la résoudre de manière pacifique. Malgré l'accord de retrait initialement signé le 5 février 2023 avec le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) et d'autres États membres de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), invitant le groupe M23 à adhérer au programme de désarmement, démobilisation, réintégration communautaire et stabilisation (P-DDRCS) par un pré-cantonement sur le site de Rumangabo en territoire de Rutshuru, aucune décision concrète n'a été prise et les négociations n'augurent pas d'une résolution définitive de la crise à brève échéance.

Bien que l'intensité du conflit ait diminué depuis les négociations actives, notamment en mars 2023, la province reste confrontée aux coûts humains et financiers dévastateurs de cette crise complexe et prolongée. Les territoires affectés et ceux contrôlés par les groupes rebelles restent l'un des environnements les plus complexes pour les opérations humanitaires, avec des infrastructures détériorées, un accès limité dans les zones contrôlées, des pluies relativement fortes qui créent également des problèmes d'accès, et des groupes armés toujours présents et actifs dans différentes parties du territoire. Cette situation a entraîné des déplacements prolongés, des mouvements intermittents dus à des poches de combat, des problèmes de protection persistants et un manque de moyens de subsistance et d'accès aux services de base pour les personnes déplacées dans des conditions difficiles, tant dans les sites que dans les communautés d'accueil.

Depuis le début de la crise, l'OIM, par l'intermédiaire de sa DTM a mené une série d'évaluations rapides, y compris le suivi des situations d'urgence (ETT/ERM), l'analyse des crises et enregistrement avec priorité de répondre aux besoins immédiats d'information en vue de comprendre la dynamique des déplacements et les besoins qui en découlent. Ce rapport présente les résultats des évaluations menées dans les différentes zones de déplacement et de retour entre le 17 et le 25 juin 2023.

DÉPLACEMENT

L'analyse de la crise de juin a permis à la DTM d'identifier un total de 838 947 personnes déplacées par la crise ([données détaillées ici](#)). La population déplacée comprend les personnes déplacées dans les sites spontanés et planifiés (470 021 ou 56%), les centres collectifs (38 538 ou 5%), et les personnes déplacées résidant dans les communautés d'accueil (330 388 ou 39%).

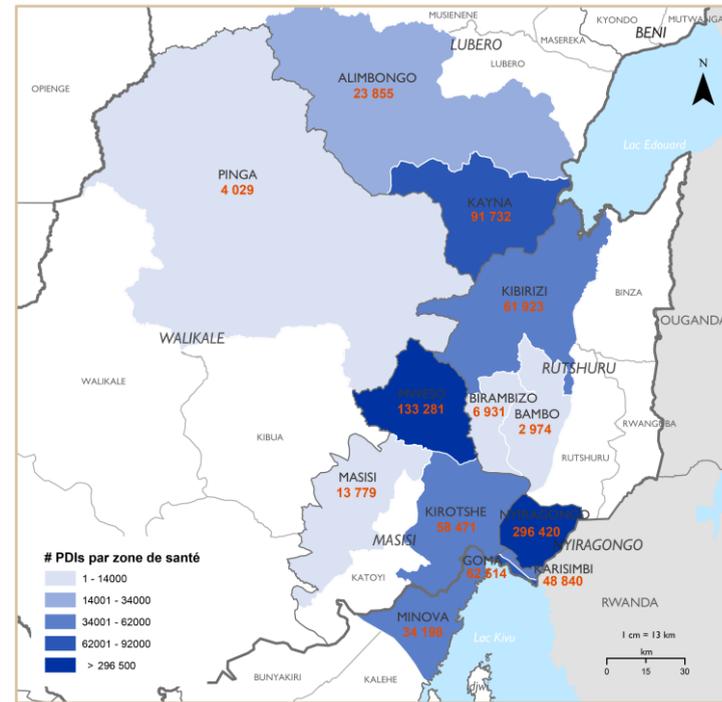
	Type	Individu	Ménage	Femme	Homme	< 5 ANS
Nord-Kivu	Centre collectif	30 598	6 094	17 016	13 582	2 473
	Famille d'accueil	326 270	56 918	180 639	145 631	28 622
	Site Spontané	426 917	107 189	235 099	191 818	91 097
	Site planifié	20 964	4 437	11 641	9 323	5 798
Sud-Kivu	Centre collectif	7 940	1 588	4 279	3 661	784
	Famille d'accueil	4 118	777	2 100	2 018	453
	Site	22 140	4 428	11 811	10 329	1 969
Total		838 947	181 431	462 585	376 362	131 196

Le nombre de déplacées de ce cycle d'évaluation est supérieur aux chiffres rapportés dans le dernier rapport, réalisé en mai, où 783 293 déplacés internes avaient été recensés, indiquant une tendance à la hausse. Cette augmentation est le résultat de la reprise du conflit dans certaines localités du territoire de Masisi sur deux axes simultanément, notamment à Kitshanga-Mokoto vers les villages de Butare - Kahira, à Rutshuru dans les villages de Shonyi, Kanage et Mugosi vers Kitwayovu, Gasesero et Birambizo, provoquant des mouvements massifs de population vers les villages de Mashiga et Bishusha Centre, Rusekera, Luya et Swagara, Lubwe nord et Lubwe sud, Kanzali dans la zone de santé de Birambizo, le groupement de Bukombo et dans les territoires de Masisi et Lubero, des affrontements entre groupes locaux d'autodéfense provoquant de nouveaux déplacements de population ainsi que des déplacements secondaires de population et des mouvements pendulaires.

Évolution de la population déplacée (individus) depuis le début de la crise

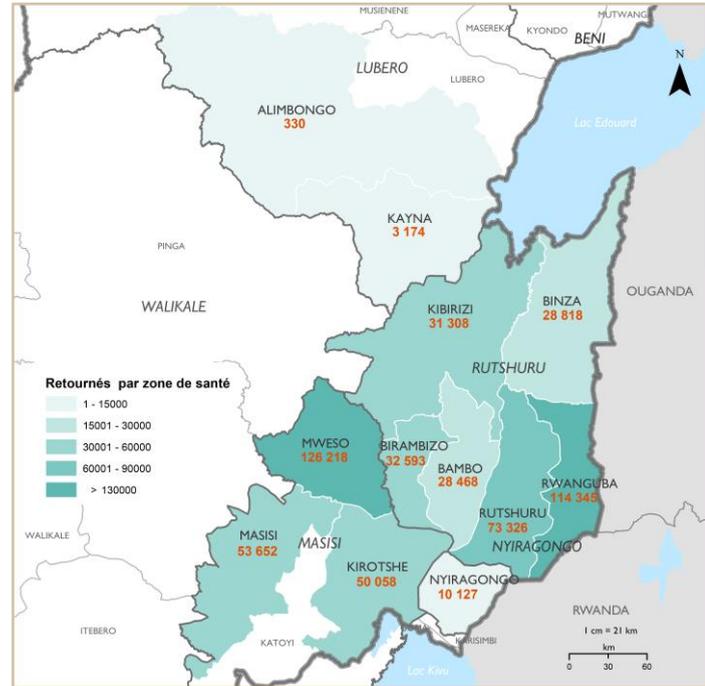


CARTOGRAPHIE DE DÉPLACEMENT



Les retours ont été favorisés par une accalmie des hostilités dans certaines localités, dont Muheto, qui a accueilli des populations déplacées de Burungu, Kilolirwe, Rubaya, Karuba, Bihambwe et des villages environnants dans la ville de Sake. Les territoires de Rutshuru et de Masisi ont enregistré le plus grand nombre de retours, avec respectivement 308 858 et 212 593 personnes.

CARTOGRAPHIE DE RETOUR



DÉMOGRAPHIE ET VULNÉRABILITÉ

Les hommes et les femmes constituent respectivement 45 pour cent et 55 pour cent de la population évaluée. Les enfants de (0 à 5 ans) représentent environ 16 pour cent. La taille moyenne des ménages évalués est de 4,6 individus.

Composition démographique



Au total, 18 pour cent de la population évaluée appartiennent à des catégories de vulnérabilité particulières. Les femmes enceintes et les mères allaitantes représentent respectivement cinq et huit pour cent, suivies par les personnes âgées (1 %) et les personnes souffrant de handicaps physiques, représentent moins d'un pour cent.



RETOUR DE LA POPULATION AFFECTÉE

La nature complexe de la crise M23 qui affecte la province du Nord-Kivu, en particulier les territoires de Rutshuru et de Masisi, provoque de nouveaux déplacements, des déplacements prolongés, ainsi que des retours assez importants lorsque les conditions le permettent. La tendance à l'augmentation des retours s'est poursuivie au cours de ce cycle d'évaluation avec 552 417 retournés (97 960 ménages) enregistrés, soit une augmentation de 120 419 (28%) par rapport aux 431 998 retournés enregistrés lors de la dernière évaluation menée en mai 2023.

PERCEPTION DES BESOINS PRIORITAIRES

Les besoins tels que l'accès aux soins de santé, à la nourriture, aux abris, à l'eau restent au centre des préoccupations des personnes déplacées. Ces préoccupations s'inscrivent dans un contexte de besoins aigus et d'infrastructures inadéquates, où la demande d'aide dépasse l'offre actuelle.



Bien qu'il y ait un mouvement de retour significatif en raison d'un calme apparent et d'accès aux principales zones de retour; de graves problèmes dans ces localités de retour doivent encore être abordés. Selon les informateurs clés, les personnes déplacées nouvellement rentrées risquent de se déplacer à nouveau en raison du conflit non résolu, couplé à des conditions considérées comme "graves" en ce qui concerne l'accès aux services et aux moyens de subsistance, à la sécurité et à la cohésion sociale. Parmi les personnes retournées, l'accès à l'emploi et aux moyens de subsistance reste le principal défi : plus de 80 pour cent des personnes retournées vivent dans des endroits où l'offre d'emplois est "insuffisante" et plus de la moitié vivent dans des endroits où la plupart des individus "ne sont pas économiquement actifs". Il est important de relever ces défis, ce qui est essentiel pour prévenir d'autres griefs et de nouveaux cycles de conflit et de déplacement.